



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

FISCALITÉ ET RÉGIES FINANCIÈRES (1920-1960)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Fiscalité et régies financières.....	7
Fiscalité générale.....	7
Fiscalité en Outre-Mer.....	8
Fiscalité en Corse.....	9
Amnistie fiscale:.....	9
Statistiques.....	9
Régies financières : fusion, réorganisation, vérifications.....	10

Référence

B-0000636/1 - B-0000670/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Fiscalité et Régies Financières.

Dates extrêmes

1920-1960

Noms des principaux producteurs

Direction générale des impôts

Importance matérielle

30 boîtes, soit 4 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

En application du code du patrimoine, l'ensemble des documents est librement communicable

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement de 1974

Historique du producteur

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en 1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières, Contentieux), enfin à trois en 1998 (Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le

service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF est placée sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédures. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Ce classement traite de la fiscalité en métropole, dans l'Outre-Mer et en Corse de 1912 à 1960. Il concerne également la fusion des régies financière, leur restructuration ainsi que les vérifications s'y référant de 1937 à 1965.

Index

Fiscalité

Fiscalité professionnelle
Impôt sur le revenu

B-0000636/1 – B-0000670/1

Fiscalité et régies financières.

1912-1960

B-0000642/1, B-0000651/1, B-0000659/1 - B-0000670/1

Fiscalité générale.

1918-1959

B-0000651/1

Rôles généraux. - Situation de l'émission (1939-1954) ; commission du coût de la reconstruction (1943-1945) : notes, tableaux, statistiques.

1939-1954

B-0000659/1

Fiscalité, amortissements accélérés des entreprises de la Seine : tableaux.

1958-1959

B-0000660/1

Fiscalité, états récapitulatifs des amortissements accélérés des industries exportatrices : tableaux, correspondance.

1958-1959

B-0000642/1 ; B-0000661/1 – B-0000670/1

Bénéfices industriels et commerciaux.

1917-1960

B-0000642/1

Exploitation des volets détachables (1949-1960) ; comité du 7 juillet (1959) ; statistiques (1950-1959) ; résultats départementaux (1950-1959) : notes, rapports, tableaux.

1949-1960

B-0000661/1

Détermination des bénéfices imposables (1923-1934) ; changement du mode d'évaluation des bénéfices (1923-1927) ; cession d'entreprises (1918-1924) : arrêt du Conseil d'État, bordereaux, lettres, correspondance (1917-1933).

1917-1934

B-0000662/1 - B-0000663/1

Forfaits en vue de l'établissement de l'impôt : notes, tableaux, journaux officiels, bordereaux d'envoi, correspondance.

1943-1953

B-0000662/1

1943-1949

B-0000663/1

1950-1953

B-0000664/1

États statistiques des forfaits (1952-1955) ; rapports d'administration (1953-1954) ; correspondance (1953-1956).

1952-1956

B-0000665/1

Situation fiscale des sociétés, sociétés diverses (1944-1948) ; société Electro-comptable (1945-1947) : correspondance.

1944-1948

B-0000666/1

Correspondance sur la situation fiscale des entrepreneurs.

1947-1950

B-0000667/1

Situation fiscale des entreprises, amortissement des immobilisations (1946-1947) ; renouvellement des stocks (1946-1947) ; réduction du taux d'impôt (1946-1948) ; attribution de salaire à l'épouse d'un chef d'entreprise (1947-1948) ; délai de déclarations de stocks (1947) ; calcul de plus-value réalisés sur vente de fonds de commerce (1947-1948) : notes, lettres, bordereaux, correspondance (1950-1954).

1946-1954

B-0000668/1 - B-0000668/2

Répartition du bénéfice net.

1918-1943

B-0000668/1

Provisions pour renouvellement de l'outillage (1939-1945) ; provisions pour renouvellement des stocks (1941-1949) : décrets, arrêtés, correspondance.

1939-1949

B-0000668/2

Tantièmes alloués aux gérants de sociétés à responsabilité limitée (1925-1930) ; tantièmes alloués aux gérants de sociétés en commandite par actions (1918-1927) ; tantièmes alloués aux administrateurs des sociétés anonymes (1918-1943) : décret, correspondance.

1918-1943

B-0000668/3

Bénéfices assujettis à l'impôt (1942-1946) ; retrait des fonds bloqués au Trésor (1944-1946) : notes, bulletins, rapports, correspondance.

1942-1946

B-0000669/1

Entreprises d'assurance, de capitalisation et d'épargne, entreprises étrangères d'assurance (1926-1947) ; entreprises britanniques d'assurance (1941-1943) ; commissions escomptées (1926-1930) ; réserves de garanties (1929-1934) ; report déficitaire (1926-1927) ; bénéfices réalisés en Algérie, Tunisie et Maroc (1927-1934) ; détermination du bénéfice imposable (1926-1936) ; évaluation du portefeuille des compagnies d'assurance (1927-1935) ; revenus mobiliers et immobiliers étrangers (1932-1936) : notes, tableaux, comptes rendus, journal officiel, bordereaux, correspondance.

1926-1947

B-0000670/1

Frais et charges, taxes provenant de l'exécution des marchés (1936-1940) ; surtaxe applicable aux minotiers (1933-1936) ; dons et subventions diverses (1942-1944) ; taxe annuelle sur les bénéfices non distribués (1937-1940) ; décret, circulaires, arrêtés, notes, rapports, tableaux, correspondance.

1933-1944

B-0000646/1 – B-0000646/2, B-0000648/1

Fiscalité en Outre-Mer.

1912-1958

B-0000646/1

Documentation sur le régime fiscal des colonies (1933-1945) ; Maroc (1924-1958) ; Algérie (1918-1955) ; Afrique occidentale française (1932-1954) ; Afrique équatoriale française (1932-1948) ; Guadeloupe (1928-1945) ; Guyane (1935-1946) ; Madagascar (1928-1945) ; Martinique (1927-1941) ; Pays de protectorat (1931) ; Caisse centrale de la France d'outre-mer (1944) : ordonnance, décrets, arrêtés, notes-circulaires, notes, extraits de bulletin officiel, rapports, comptes rendus, tableaux, bordereaux d'envoi.

1918-1958

B-0000646/2

Togo (1932-1938) ; Cameroun (1937-1944) ; Soudan (1940) ; Sénégal (1940-1953) ; Guinée (1940) ; Dahomey (1940) ; Cote d'Ivoire (1940) ; Mauritanie (1940) Somalis (1918-1947) : arrêtés, notes, extraits du Code général des impôts.

1932-1953

B-0000648/1

Océanie (1935-1953) ; Tonkin (1940) ; Territoire de Kouang-Tché-Wan (1940) ; Cochinchine (1940) ; Laos (1940-1947) ; Cambodge (1939) ; Annam (1940) ; Inde française (1912-1945) ; Indochine (1940-1949) ; Syrie (1944) ; Nouvelle Calédonie (1939) ; Inini (1940) ; Saint-Pierre et Miquelon (1917-1945) : arrêtés, notes, rapports, tableaux, bordereaux d'envoi.

1912-1953

B-0000648/2 - B000648/3

Fiscalité en Corse.

1942-1945

B-0000648/2

Patente des artisans (1944) ; suppression de l'impôt métal (1943-1944) ; calcul des provisions pour le renouvellement des stocks, de l'outillage et du matériel (1944) ; taxe sur les produits laitiers (1942-1944) : notes, correspondance.

1942-1944

B-0000648/3

Taxe sur les accroissements de fortune réalisés en Corse, application de l'ordonnance du 6 mai 1944 (1944-1945) ; réponses aux articles du Journal de la Corse (1944) ; rapport de M. PLAGNE, inspecteur principal (1944) : ordonnance, instruction, circulaire, journal officiel, notes, revue de presse, correspondance.

1944-1945

B-0000650/1

Amnistie fiscale: notes, questions parlementaires, journaux officiels, correspondance.

1952-1953

B-0000652/1 – B-0000658/1

Statistiques.

1949-1960

B-0000652/1

Impôts sur le revenu des personnes physiques et des sociétés : tableaux statistiques.

1956

B-0000653/1 – B-0000655/1

Fiscalité, provisions pour fluctuation des cours : notes, tableaux statistiques.

1949-1960

B-0000653/1

1949-1953

B-0000654/1

1953-1955

B-0000655/1

1957-1960

B-0000656/1 – B-0000658/1

Fiscalité, amortissement accéléré des entreprises exportatrices : notes, tableaux statistiques.

1957-1959

B-0000656/1

Ain à Hérault

1957-1959

B-0000657/1

Ille-et-Vilaine à Pas-de-Calais.

1957-1959

B-0000658/1

Puy-de-Dôme à Yonne, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Algérie, Maroc, Sarre.

1957-1959

B-0000636/1 - B-0000641/1

Régies financières : fusion, réorganisation, vérifications.

1937-1965

B-0000636/1

Fusion des régies financières, enquête sur les tâches des services de base (1949-1962) ; organisation et fonctionnement des services extérieurs de la Direction générale des impôts (1956-1962) ; organisation et fonctionnement des services centraux de la Direction générale des impôts (1957-1962) ; organisation du personnel (1954-1961) ; partage des attributions des sous-directions II A et II B (1961-1962) : notes, rapports, études, questionnaires, comptes rendus, tableaux, bordereaux.

1949-1962

B-0000637/1

Évaluations budgétaires et foncières (1958-1962) ; recettes provenant des impôts directs (1960) ; contrôle fiscal (1955-1962) ; renforcement des services de vérification de comptabilité (1961-1962) ; réorganisation du service des sociétés dans le département de la Seine (1961-1962) ; statistiques fiscales (1961-1962) ; service de l'inspection divisionnaire des contributions directes (1953-1955) : note d'information, notes, rapports, tableaux ; comptes rendus et rapports annuels des activités des services (1960-1962).

1953-1962

B-0000638/1

Gestion des postes (1959-1961) ; coût des impressions (1962-1964) ; régime des indemnités forfaitaires des frais de tournée (1961-1962) ; domaine français en Algérie (1962) ; procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique (1962) ; contrôle des opérations immobilières des entreprises publiques (1958-1960) ; conservation des hypothèques (1960-1962) ; taxe de circulation sur les viandes (1954-1961) ; contrôle de la viticulture (1961-1964) ; recouvrement des taxes sur le chiffre d'affaires (1962) : instruction, rapports, notes, études, fiches, comptes rendus, note d'information sur le fonctionnement du service de l'enregistrement et des domaines (1961).

1954-1964

B-0000640/1

Centre mécanographique de la Direction générale des impôts, activité de l'atelier (1947-1960) ; réorganisation du centre (1956-1959) ; situation de l'atelier (1948-1959) : rapports, notes, catalogues des travaux effectués (1958).

1947-1960

B-0000641/1

Gestion - Tenue d'un fichier professionnel (1946-1960) ; documentation statistique (1941-1956) ; sous-commission de statistiques fiscales (1946-1952) ; travaux statistiques dans les départements (1946-1956) ; contrôle de l'impôt de solidarité nationale (1945) ; commissions de taxation (1946-1947) ; mise en place d'un casier fiscal (1946) ; répartition des tâches (1950) ; répertoire de vérification de comptabilité (1947-1952) ; bénéfiques industriels et commerciaux (1953-1954) ; organisation d'un service de documentation et statistiques (1946-1949) : notes, notices, rapports, procès-verbaux, fiches.

1941-1960

B-0000639/1 , B-0000643/1 – B-0000644/2

Vérifications de comptabilités.

1937-1965

B-0000639/1

Réforme de la documentation personnelle (1965) ; réorganisation des services (1960-1964) ; le contrôle fiscal en 1961 -1963 : notes, instructions, comptes rendus ; notes sur le système fiscal français (1949-1954).

1949-1965

B-0000643/1

Classification des entreprises (1956) ; modification d'imprimés (sans date) ; exploitation des fiches 1535 (1950-1956) ; généralités (1942-1952) ; vérification des entreprises (1941-1945) : notes, fiches, tableaux, bordereaux d'envoi.

1941-1956

B-0000644/1

Marchands de bestiaux (1943-1961) ; commerce de la viande (1945-1961) ; commerces divers (1946-1961) : notes, notices, rapports, tableaux, bordereaux d'envoi ; fiches de documentation sur les énergies.

1943-1961

B-0000644/2

Situations fiscales des associations sportives de football : notes, rapport, relevés, tableaux, correspondance.

1937-1962